

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Gloria-Gaitan-Luis-Carlos-Restrepo-le-Tendre-fossoyeur-fugitif>

Gloria Gaitán : Luis Carlos Restrepo, le « Tendre » fossoyeur fugitif.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 14 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Je vais finir par croire qu'est vrai le proverbe populaire qui nous apprend que « *celui qui le fait, le paie* ». Maintenant en fuyant la justice l'ex-chargé de paix du gouvernement Uribe Vélez, le fugitif Luis Carlos Restrepo, qui s'est initié dans les labyrinthes du conflit armé avec un essai titré « Le Sang de Gaitán », publié à Bogotá dans le livre le « *Saqueo de una Ilusión* » (Pillage d'une Illusion).

Là, le contumas Luis Carlos Restrepo qu'ils avaient l'habitude de surnommer « docteur tendresse » affirme que : Allí, el contumaz Luis Carlos Restrepo, a quien solían apodar « el doctor ternura », afirma que :

*« Le sang de Gaitán
est devenu une réalité
concrète qui encourage
à la vengeance ... la
Refondation civile qui
doit commencer par
enterrer les morts, en
déclarant la dette de
sang soldée pour
essayer un nouveau
pacte de vie en
commun ... Quand une
culture commence à se
convertir sur un champ
de défunts non
ensevelis - qui nous
guettent avec leur
puanteur pour que nous
répandions à nouveau
du sang et nous
assouvissions leurs
ardents désirs de
vengeance - il devient
indispensable de mettre
à jour la profession de
fossoyeurs. Maîtres
rusés de l'oubli qui nous
aident à récupérer la
force et l'innocence
dans ces moments où
le culte aux morts - et
aux pouvoirs qui les
représentent - rend
irrespirable
l'atmosphère pour les
vivants ... Moment pour
nous déclarer non
solidaires avec
l'histoire, de nous
assumer comme
apatrides si la patrie
continue de se réduire à
la stupidité collective*

Gloria Gaitán : Luis Carlos Restrepo, le « Tendre » fossoyeur fugitif.

*d'écraser la vie pour
que le sang de martyrs
et de caudillos reste
vivant ».*

Les paramilitaires ont accueilli avec enthousiasme cette proposition dans un pamphlet où ils menaçaient de mort ma famille et moi même, si on ne renonçait pas à la direction de la « Maison-musée Jorge Eliécer Gaitán », qu'ils promettaient de dynamiter.

En appuyant cette proposition - et je l'affirme avec une documentation officielle en main - le Président Uribe m'a destitué de l'Institut qui portait le nom de mon père, créé pour promouvoir l'axe de sa lutte : la participation citoyenne. Il a liquidé l'Institut créé pour projeter la pensée du leader populaire, notant, dans les attendus du décret concerné, que les objectifs signalés à l'organisme avaient perdu leur raison d'être.

Sous la conduite du Ministère de l'Éducation, pour « justifier » devant le peuple la fermeture, ont été ouvert à mon encontre 44 procès fiscaux, pénaux et administratifs, sachant qu'il s'agissait de fausses imputations, ont j'ai été acquittée, mais j'ai eu à payer la dure épreuve de consacrer la totalité de mon temps à me défendre durant l'espace de 7 ans.

J'ai été illégalement perquisitionnée. Ils m'ont confisqué ma bibliothèque constituée, livre après livre, depuis 1952 à 2004. Ont fait de même avec mes fichiers personnels et ceux de ma mère. Ils m'ont confisqué la buick que j'avais héritée de mon père, des peintures, des sculptures précolombiens, des meubles et des effets personnels, et ayant remis tous les biens dont j'ai été dépouillée à l'Université Nationale.

Aujourd'hui un transfuge de la justice a fait pression avec succès auprès de la Surintendance de Notarial et de Registre pour que, grâce à une prévarication, ils m'usurpent ma maison natale, aujourd'hui devenue un lieu macabre inspiré par l'esprit de l'actuel fugitif, où ils mettent en avant pour le visiteur le costume ensanglanté de Gaitán, le revolver avec lequel ils l'ont tué et répètent, à plusieurs reprises, que le leader populaire est mort et définitivement enterré.

Pendant ce temps, le Monument architectonique dessiné par Rogelio Salmona, dans le portique de ce qui fut la dernière demeure de mon père, comme espace de PARTICIPATION POPULAIRE, est resté dans les mains des directions de l'Université Nationale, en le transformant en dépôt de ses meubles et d'effets que maintenant la Banque Populaire vend ...

Si Luis Carlos Restrepo, qui a annoncé avec succès pendant le mandat d'Uribe Vélez, qu'il fallait ensevelir la mémoire collective que le peuple garde pour son leader, en revanche nous demandons de ne pas l'oublier, en tant que corrompu, vicieux et menteur, et comme celui qui a inventé la démobilisation d'un supposé front des FARC, dont l'existence a été niée par le groupe guerrillero lui-même ; Luis Carlos Restrepo, jouant le rôle principal dans un montage public truculent, dont le nom - inventé par lui même, comme l'affirme le Ministère public - fut celui de FRONT la « CACIQUE GAITANA » !!! Un acte manqué ? Une obsession avec Gaitán ? Un lapsus mental ? Va savoir ce qui court par l'esprit de cet homme psychologiquement malade qui a cherché à commettre un « mémoricide » avec le souvenir de Gaitán, que la « Cacique Gaitana » a forgé la démobilisation d'un front imaginé. Et que, Restrepo, comme racontent ses compatriotes, est apparemment fils d'un « chulavita » ou « pájaro » (tueur à gage) de La Violence de l'Axe du Café de la Colombie, comme partie intégrale du génocide du Mouvement Gaitaniste.

Il serait cohérent, vue ses antécédents, que le « fossoyeur » eut suggéré aux paramilitaires de Urabá le nom sacrilège d'Auto-défenses Gaitanistes de la Colombie, qui distribuent les feuilles volantes où ils menacent de réaliser une grève armée pour empêcher la réforme agraire présentée dans la Loi 1448 de 2011, qui a causé autant de malaise aux orphelins du pouvoir qui firent partie du gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez.

Bogotá, février 2012

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 13 février 2012.